



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DU PROGRAMME

Cent trente-septième session

Rome, 6-10 novembre 2023

**Informations actualisées sur les mesures prises par la FAO face aux défis
mondiaux en matière de sécurité alimentaire**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869

Courriel: Maximo.ToreroCullen@fao.org

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

RÉSUMÉ

- Le présent document contient des informations actualisées sur la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire, en étudie les facteurs déterminants et donne une vue d'ensemble de l'action menée par la FAO face aux défis qui se posent, en insistant sur la fourniture de données et d'informations, la gouvernance de la sécurité alimentaire, les interventions d'urgence et l'action humanitaire, ainsi que les propositions et initiatives portant sur des domaines d'action prioritaires.
- S'agissant des progrès accomplis dans la lutte contre la faim, aucune amélioration n'a été constatée. Alors que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est resté stationnaire en 2022, il n'y a pas eu d'avancées concrètes vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2 (ODD 2) et le monde est encore loin d'atteindre les cibles de l'ODD 2. Il reste encore beaucoup à faire pour accélérer les progrès et éliminer la faim et la malnutrition dans le monde.
- La FAO a intensifié ses activités et renforcé le soutien qu'elle fournit aux membres, et elle a piloté l'action menée face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire, en fournissant des informations objectives, et communiquées en temps utile, sur les marchés et le commerce de produits agricoles et sur la sécurité alimentaire et la nutrition; en agissant comme partenaire digne de confiance dans la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire; et en publiant des notes d'information et des études visant à guider la prise de décision, ainsi qu'en élaborant des propositions d'action et des initiatives dans divers domaines.
- L'action que mène la FAO face à la crise alimentaire mondiale ne se limite pas aux seules interventions évoquées dans le présent document. Les mesures et les activités que l'Organisation met en place visent à faciliter la transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, en ne laissant personne de côté, et prennent en compte les divers aspects de l'alimentation et de l'agriculture dans le cadre du continuum aide humanitaire-développement, en mobilisant tous les atouts de son Cadre stratégique 2022-2031 afin de relever les défis actuels et futurs.

SUITE QUE LE COMITÉ DU PROGRAMME EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité du Programme est invité à prendre note du contenu du document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

Projet d'avis

Le Comité:

- **a accueilli avec satisfaction les informations actualisées qui lui ont été données concernant les mesures prises par la FAO face aux défis mondiaux en matière de sécurité alimentaire, et s'est félicité du soutien apporté aux membres;**
- **a fait part de son inquiétude face à l'insécurité alimentaire mondiale et à l'ampleur des défis à relever pour concrétiser l'ODD 2, et a appelé l'ensemble des parties prenantes à intensifier leurs efforts et à coordonner leur action en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde;**
- **a souligné que la multiplication des conflits, les ralentissements et les fléchissements économiques ainsi que les dérèglements climatiques fragilisaient la sécurité alimentaire et la nutrition et avaient des effets négatifs sur la durabilité des systèmes agroalimentaires, et a insisté sur l'importance du rôle de la FAO dans le suivi et l'évaluation des incidences des crises sur la sécurité alimentaire mondiale, et plus particulièrement de leurs causes profondes;**

- **s'est félicité des propositions d'action et des initiatives techniques de la FAO face aux défis liés à la sécurité alimentaire mondiale, et a demandé instamment à l'Organisation de poursuivre ses efforts à cet égard;**
- **a souligné l'importance de la transparence des marchés, insistant sur le fait qu'il fallait disposer en temps utile d'informations fiables sur les marchés, en particulier au vu des risques et incertitudes croissants qui pesaient sur les systèmes agroalimentaires, et a encouragé la FAO à poursuivre et intensifier ses activités afin de faciliter la prise de décisions stratégiques éclairées et de promouvoir l'appui aux politiques et leur coordination, en fournissant des données et des informations objectives et actualisées ainsi que des systèmes d'alerte rapide, des évaluations et des projections relatives aux marchés, et des recommandations de politique générale.**

I. Introduction

1. En 2023, une série de crises naturelles et d'origine anthropique, étayées par de nombreux facteurs structurels, continuent de peser sur la sécurité alimentaire mondiale. Faisant fond sur les documents du Conseil de la FAO portant les cotes [CL 171/3](#) et CL 172/5, qui faisaient le point sur la situation en matière de sécurité alimentaire dans le monde et les risques associés et donnaient une vue d'ensemble de l'action et des initiatives menées par la FAO pour faire face aux crises, le présent document fournit des informations actualisées sur la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et donne un aperçu des mesures prises par l'Organisation face aux défis qui se posent à cet égard. De nombreux éléments de l'action menée par la FAO, tels qu'évoqués dans les documents antérieurs du Conseil, demeurent d'actualité et ne sont pas repris dans le présent document.

2. Dans l'ensemble, au-delà d'une certaine stabilité du nombre de personnes sous-alimentées en 2022, il n'y a pas eu d'avancées concrètes sur la voie de la réalisation de l'ODD 2 et le monde est encore loin de la cible «Faim zéro». De toute évidence, il reste encore beaucoup à faire pour accélérer les progrès et libérer le monde du fléau de la faim et de la malnutrition.

II. Situation en matière de sécurité alimentaire dans le monde et facteurs déterminants

3. D'après la dernière édition du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* (SOFI), publiée le 12 juillet 2023, on estime qu'en 2022, entre 691 et 783 millions de personnes étaient en situation de sous-alimentation chronique dans le monde, soit une valeur médiane de 735 millions. Ce chiffre représente une augmentation de 122 millions de personnes par rapport à 2019, avant l'apparition de la pandémie de covid-19. En termes de prévalence de la sous-alimentation, bien qu'étant resté relativement inchangé entre 2021 et 2022, l'indicateur se maintient néanmoins à un niveau bien supérieur à celui qui était enregistré avant la pandémie de covid-19, la sous-alimentation chronique touchant environ 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022, contre 7,9 pour cent en 2019.

4. Bien que les chiffres relatifs à la faim soient demeurés stables au niveau mondial entre 2021 et 2022, les crises en matière de sécurité alimentaire se sont aggravées dans de nombreuses régions du monde. La faim a régressé en Asie et en Amérique latine, mais a continué à gagner du terrain en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans toutes les sous-régions d'Afrique en 2022. L'Afrique est encore la région la plus touchée: 1 personne sur 5 souffre de la faim sur ce continent, soit plus du double de la moyenne mondiale.

5. De plus, les projections indiquent que près de 600 millions de personnes souffriront de sous-alimentation chronique en 2030. Dans un scénario sans pandémie ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de 119 millions – et de 23 millions environ si la guerre en Ukraine n'avait pas eu lieu. Ces chiffres sont révélateurs des immenses difficultés supplémentaires qui ont pesé sur la réalisation de l'ODD visant l'élimination de la faim.

6. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave à l'échelle mondiale (indicateur 2.1.2 des ODD) est demeurée stable pour la deuxième année consécutive, après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2020. Selon les estimations, quelque 2,4 milliards de personnes, soit 29,6 pour cent de la population mondiale, étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022, l'insécurité alimentaire grave touchant environ 900 millions de personnes, soit 11,3 pour cent de la population mondiale .

7. À l'échelle mondiale, l'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes par rapport aux hommes, et les personnes qui vivent en milieu rural par rapport aux populations urbaines. D'après l'édition 2023 du SOFI, en 2022, l'insécurité alimentaire modérée ou grave concernait 33,3 pour cent des adultes en milieu rural, contre 28,8 pour cent dans les zones périurbaines et 26,0 pour cent dans les zones urbaines. L'écart entre les genres en matière d'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale, qui s'est creusé dans le sillage de la pandémie, a marqué une évolution positive, passant de 3,8 points de pourcentage en 2021 à 2,4 points en 2022.

8. Par ailleurs, en 2021, plus de 3,1 milliards de personnes dans le monde, soit environ 42 pour cent de la population mondiale, n'avaient pas les moyens de se nourrir sainement. Bien que cela représente une hausse globale de 134 millions par rapport à 2019, avant la pandémie, le nombre de personnes se trouvant dans cette situation a en réalité diminué de 52 millions entre 2020 et 2021.

9. L'édition 2023 du rapport mondial sur les crises alimentaires, publiée en mai 2023, a révélé qu'en 2022, environ 258 millions de personnes, vivant dans 58 pays et territoires, étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë à un niveau de crise ou plus grave (phase 3 ou supérieure du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire [IPC]). Ce constat marquait, pour la quatrième année consécutive, une augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë à un niveau de crise ou plus grave, progression qui pouvait être due à la persistance d'un nombre élevé de ces populations dans certains pays, à une aggravation de la situation dans d'autres, ainsi qu'à la disponibilité de données pour un plus grand nombre de pays¹.

10. Il ressort de la mise à jour semestrielle de l'édition 2023 du rapport mondial sur les crises alimentaires que, dans les 48 pays pour lesquels des données étaient disponibles au mois de septembre 2023 pour l'année 2023, jusqu'à 238 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou supérieure de l'IPC ou du Cadre harmonisé [CH]), soit une augmentation de 22 millions de personnes par rapport à l'année précédente².

11. Dans le même temps, la prévalence de la population se trouvant dans une situation correspondant à la phase 3 ou supérieure de l'IPC/CH a diminué de 1 pour cent, passant de 22 pour cent de la population étudiée dans les 48 pays pris en compte, en 2021, à 21 pour cent en 2022.

12. S'agissant des facteurs déterminants, les conflits et les tensions géopolitiques, les phénomènes météorologiques extrêmes dont la fréquence augmente, les ralentissements et fléchissements économiques ainsi que l'aggravation des inégalités sont restés les principales causes de la faim et de la malnutrition dans le monde. Ces facteurs, de plus en plus souvent concomitants et en superposition, menacent l'ensemble des efforts qui sont déployés pour concrétiser les ODD et influent sur la quantité, la qualité et le choix des produits alimentaires auxquels les personnes peuvent accéder dans les limites de leur budget.

13. Suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février 2022, un certain nombre de scénarios se sont dégagés concernant les répercussions potentielles du conflit dans le monde, compte tenu de l'importance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine sur les marchés agricoles mondiaux. Bien que les pires hypothèses envisageant un arrêt complet des exportations de ces deux pays, voire un effondrement total du secteur agricole dans l'un d'entre eux ou dans les deux pays, ne se soient pas concrétisées, les retombées de la guerre, en association avec d'autres facteurs, ont eu une incidence sur la production et le commerce, ainsi que sur les prix des denrées alimentaires et des intrants. Néanmoins, les perspectives hautement incertaines quant à la capacité de l'Ukraine à exporter depuis les ports de la mer Noire, suite de la cessation de l'Initiative céréalière de la mer Noire en juillet 2023, ont accentué l'incertitude autour des marchés mondiaux et conduit à s'interroger sur la capacité des agriculteurs ukrainiens à poursuivre leurs activités agricoles.

14. La facture mondiale des importations alimentaires devrait atteindre 1 980 milliards d'USD en 2023, ce qui représente une augmentation de 1,5 pour cent ou de 28,9 milliards d'USD par rapport au niveau record enregistré en 2022, estimé à 1 950 milliards d'USD. Cette progression, qui marque un nouveau record absolu, devrait néanmoins ralentir considérablement par rapport à 2022 et à 2021, lorsque les taux de croissance ont atteint 11 et 18 pour cent, respectivement. Du point de vue des groupes d'aliments, les tendances divergentes observées en 2022 persisteront probablement en 2023. On s'attend à ce que les pays à revenu élevé importent un large éventail de produits alimentaires et qu'ils aient la charge de l'essentiel de l'augmentation de la facture des importations alimentaires,

¹ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2023. *GRFC 2023* (rapport mondial sur les crises alimentaires, édition 2023). Rome.

² Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. À paraître. *GRFC 2023 Mid-Year Update* (mise à jour semestrielle du rapport mondial sur les crises alimentaires, édition 2023). 2023.

tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et de la tranche inférieure et les pays à faible revenu devraient privilégier les importations d'aliments de base tout en réduisant la quantité et la qualité des denrées qu'ils importent.

15. Dans la mise à jour du 25 juillet 2023 de ses Perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) a souligné que l'économie mondiale avait fait preuve de résilience, mais que la croissance ralentissait et que les perspectives demeuraient faibles par rapport aux niveaux historiques, dans la mesure où la hausse des taux d'intérêt opérée par les banques centrales pour lutter contre l'inflation continuait de peser sur l'activité économique.

16. L'économie mondiale a progressé de 3,5 pour cent en 2022; cependant, la croissance devrait ralentir en 2023 et 2024, passant à 3,0 pour cent par an, sous l'effet principalement de faibles taux de croissance dans les économies avancées, qui devraient passer de 2,7 pour cent en 2022 à 1,5 pour cent en 2023, puis à 1,4 pour cent en 2024. Sur les marchés émergents et dans les économies en développement, la croissance devrait atteindre 4,0 pour cent en 2023 et 4,1 pour cent en 2024, contre 4,0 pour cent en 2022.

17. Le ralentissement de la croissance du produit intérieur brut (PIB) dans plusieurs régions du monde, joint à des niveaux de prix élevés, a pesé sur les factures d'importation de produits alimentaires et d'intrants agricoles et devrait continuer à influencer sur l'offre et la demande de produits alimentaires et agricoles dans le monde, avec des répercussions négatives pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans de nombreuses régions. Il est probable également que la croissance moindre du PIB réduira la quantité de fonds disponibles aux fins du développement.

III. Action menée par la FAO

18. On trouvera dans la présente section des informations actualisées sur l'action que mène la FAO dans ses domaines fonctionnels clés pour faire face à la crise liée à la sécurité alimentaire. Cette action, déjà évoquée dans les documents antérieurs du Conseil, s'inscrit principalement dans les domaines suivants: fourniture d'informations, contribution à la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, renforcement des interventions d'urgence et de l'action humanitaire, et élaboration de propositions portant sur des domaines d'action essentiels.

A. Fourniture d'informations actualisées, neutres, scientifiquement fondées et communiquées en temps utile

19. **Informations destinées à améliorer la transparence des marchés et à éclairer l'action des pouvoirs publics.** De par ses activités ordinaires de collecte et d'analyse de données et d'informations sur les marchés et ses outils d'alerte rapide visant à encourager une action précoce et à éclairer la prise de décisions, la FAO a intensifié ses services d'information sur les marchés en fournissant aux gouvernements et aux acteurs internationaux et nationaux des données et des informations actualisées, objectives et communiquées en temps utile sur l'évolution et les perspectives des marchés. On peut citer, en particulier, les informations sur les prix des produits alimentaires que l'Organisation communique régulièrement au titre de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires, qui est établi chaque mois, et les informations sur les prix des produits alimentaires dans les pays, qui sont fournies dans le cadre du bulletin mensuel de suivi et d'analyse des prix alimentaires (FPMA); la publication du bulletin de suivi des marchés (*Market Monitor*) du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), qui est établi en coopération avec d'autres partenaires du système AMIS et donne une vue d'ensemble des principales évolutions sur les marchés du blé, du maïs, du riz et du soja; la publication semestrielle du rapport *Perspectives de l'alimentation*, qui donne un aperçu approfondi des marchés des principales denrées alimentaires, ainsi que les prévisions pour la saison suivante; et le rapport trimestriel *Perspectives de récolte et situation alimentaire*, qui offre une analyse prospective de la situation en matière d'alimentation et de sécurité alimentaire par région géographique.

20. À ces publications périodiques essentielles s'ajoutent des bulletins et des notes d'information ainsi que d'autres produits axés sur les connaissances. Globalement, plus d'une centaine de rapports portant sur les principaux produits alimentaires et agricoles sont ainsi publiés et diffusés chaque année sous la forme de biens publics mondiaux. Au-delà des analyses à court terme qu'elle réalise, la FAO a

également poursuivi le partenariat établi avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), visant à fournir des perspectives annuelles à moyen terme pour les principaux marchés de produits agricoles. Ces produits ont fait de la FAO le principal acteur de confiance, au niveau mondial, pour la fourniture d'informations sur les marchés des produits de base et les politiques s'y rapportant.

21. **Renforcement des informations, des évaluations et des analyses relatives à la sécurité alimentaire dans le cadre d'initiatives menées avec des partenaires.** En sa qualité de coresponsable du Réseau mondial contre les crises alimentaires (conjointement avec l'Union européenne et le Programme alimentaire mondial [PAM]), la FAO a publié en mai 2023 l'édition annuelle du rapport mondial sur les crises alimentaires, puis en septembre 2023 la mise à jour semestrielle du rapport, ainsi que deux éditions du rapport *Hunger Hotspots* sur les points névralgiques de la faim. La première édition du rapport intitulé *Monitoring Food Security in Food Crisis Countries with Conflict Situations* (surveillance de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit) a été publiée en avril 2023, la parution de l'édition suivante étant prévue en octobre 2023. Des séances d'information informelles visant à éclairer le débat et les mesures à prendre au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies sont également organisées. La Plateforme de données sur les situations d'urgence (DIEM) de la FAO a continué à recueillir des données primaires dans les pays en proie ou exposés à des crises alimentaires, offrant un panorama régulièrement mis à jour et facilement accessible des moyens d'existence agricoles et de l'insécurité alimentaire dans les environnements fragiles, et éclairant la mise au point de programmes et d'interventions, fondée sur des données factuelles.

22. **Des données et des éléments factuels de meilleure qualité, communiqués en temps opportun: l'impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.** Les catastrophes ont des effets négatifs généralisés sur les économies, les sociétés et l'environnement. Elles ont des incidences directes sur l'agriculture en réduisant la production, en détruisant les moyens de production et en accentuant la vulnérabilité globale des systèmes agroalimentaires. Les phénomènes extrêmes et leurs répercussions font peser une menace sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de millions d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs et de communautés tributaires des forêts. La FAO lance un nouveau rapport phare dans le but de faire mieux comprendre les effets des catastrophes sur l'agriculture, d'éclairer l'élaboration de stratégies de réduction des risques de catastrophe sectorielles et adaptées, et de guider des investissements financiers propres à renforcer la résilience du secteur agricole et des moyens d'existence. Le rapport permettra d'évaluer les pertes causées par les catastrophes survenues au cours des 30 dernières années, et d'en mesurer l'impact. Les catastrophes et les crises ont de graves répercussions sur la nutrition, et cela de par leur incidence sur l'accès à la nourriture, les moyens d'existence, les flux migratoires et autres. La conversion des pertes de production en valeurs nutritionnelles permettra d'obtenir de précieuses informations quant à la manière dont les phénomènes extrêmes contribuent à accroître l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité dans le monde.

23. Par ailleurs, la FAO a fait de l'analyse de son action face aux défis liés à la sécurité alimentaire mondiale un élément central de ses efforts de communication et de sensibilisation, en veillant à ce que les informations et les liens vers les services connexes soient facilement disponibles et accessibles. Une série de bulletins et de notes d'information, notamment des évaluations des conséquences des crises, y compris la guerre en Ukraine, pour les marchés agroalimentaires et la sécurité alimentaire dans le monde, sont publiés en libre accès sur une page web spécifique.

B. Interventions d'urgence et action humanitaire

24. En 2022, la FAO est venue en aide à au moins 36 millions de personnes dans 77 pays à travers le monde, moyennant la fourniture directe d'une aide d'urgence et d'une assistance pour le renforcement de la résilience en faveur des ménages et des individus. Cette assistance, visant à sauver des vies et à protéger les moyens d'existence, a été fournie en collaboration avec 49 partenaires internationaux et 287 partenaires nationaux. Les interventions d'urgence et de renforcement de la résilience ont été menées, principalement, à l'appui de la production végétale (19 millions de personnes ont bénéficié de la fourniture d'intrants et d'une assistance technique ou visant à renforcer

les capacités) et du secteur de l'élevage et de la santé animale (14,5 millions de personnes ont été bénéficiaires d'interventions de vaccination visant plus de 35 millions d'animaux, de distributions d'urgence d'aliments pour animaux, d'une assistance à l'appui de la chaîne de valeur et d'une assistance ou formation technique). Par ailleurs, 3,2 millions de bénéficiaires, dans 34 pays, ont reçu une assistance en espèces ou sous forme de bons d'une valeur de 67 millions d'USD, et une formation a été dispensée à 1,4 million de personnes, dont des agriculteurs, des partenaires et des fonctionnaires publics³.

25. Les principaux pays bénéficiaires ont été l'Afghanistan (6,2 millions de personnes), le Soudan du Sud (4,2 millions de personnes), le Pakistan (3,5 millions de personnes), l'Éthiopie (2,8 millions de personnes), la Somalie (2,8 millions de personnes) et le Soudan (2,6 millions de personnes).

C. Gouvernance mondiale

26. La FAO a été à l'avant-garde de l'action menée pour faire face à la crise alimentaire mondiale dans le cadre d'un large éventail de mécanismes de gouvernance mondiale. À cet égard, l'Organisation a apporté un appui et un éclairage techniques lors des débats menés dans le cadre des organismes du système des Nations Unies, du G7 et du G20, ainsi que du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture. Par ailleurs, la FAO codirige le volet d'activité consacré à l'alimentation au sein du Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, qui aide les décideurs à dégager des solutions et à élaborer des stratégies visant à donner aux pays les moyens de faire face aux crises étroitement liées qui se produisent dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie et des finances, ainsi que dans le cadre du Module mondial de la sécurité alimentaire (en collaboration avec le PAM) qui surveille l'évolution des besoins humanitaires mondiaux en matière d'assistance alimentaire et d'aide aux moyens d'existence.
27. Le Directeur général de la FAO reste en contact étroit avec les chefs de secrétariat du FMI, du Groupe de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du PAM, et il a uni ses forces avec ceux-ci en publiant, en février 2023, une troisième Déclaration conjointe sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans laquelle les signataires ont insisté sur la nécessité de prendre d'urgence de nouvelles mesures pour: i) éteindre les foyers de famine; ii) faciliter les échanges, améliorer le fonctionnement des marchés et renforcer le rôle du secteur privé; et iii) réformer et réaffecter des subventions aux effets douteux grâce à un ciblage minutieux et une démarche efficiente, et ont appelé les pays à concilier, dans leur réponse à la crise, les interventions urgentes à court terme et les efforts de résilience à plus long terme. Par ailleurs, de nombreuses publications ont été produites conjointement avec d'autres organismes internationaux, contribuant à créer un terrain fertile pour une gouvernance mondiale unifiée et des interventions coordonnées face aux défis qui se posent. Par exemple, à la demande des dirigeants du G20, la FAO et l'OMC ont publié en avril 2023 un rapport conjoint⁴ dans lequel les membres du G20 étaient appelés à coordonner leurs efforts afin de s'attaquer aux causes profondes de la faim et de l'insécurité alimentaire. Le rapport souligne la nécessité d'une approche unifiée, le G20 occupant une position idéale pour faciliter une action collective. Il y est aussi préconisé d'accroître l'offre de financement en faveur du développement afin d'appuyer les investissements dans l'agriculture et de promouvoir une croissance économique inclusive et durable dans les zones rurales.
28. Dans le cadre du Plan d'action mondial des Nations Unies contre l'émaciation des enfants⁵, la FAO s'est engagée à accélérer la mise en œuvre de son plan d'action pour la prévention de l'émaciation des enfants (2023-2024)⁶, en mettant l'accent sur la lutte contre les facteurs systémiques de la

³ Toutes les mesures sont prises pour éviter le double comptage des bénéficiaires, mais sachant que les prestations dont bénéficient les ménages sont multiples, il est possible que ceux-ci soient pris en compte pour plusieurs secteurs. Le chiffre de 36 millions fait exclusion d'un double comptage des bénéficiaires, mais la ventilation par secteur et par modalité d'assistance ne permet pas d'écarter totalement la possibilité que cela soit le cas. Aussi, lorsque l'on additionne les chiffres spécifiques par secteur et par modalité d'assistance, le total est-il supérieur à 36 millions.

⁴ <https://www.fao.org/3/cc5392en/cc5392en.pdf>.

⁵ www.childwasting.org/.

⁶ www.fao.org/documents/card/en/c/cc3050en.

malnutrition aiguë dans des contextes caractérisés par une grande vulnérabilité face au changement climatique, à l'instabilité politique et aux chocs économiques. L'approche de la FAO s'appuie sur les capacités opérationnelles de l'Organisation en matière d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience pour venir en aide aux communautés les plus vulnérables, et met plus fortement l'accent sur l'amélioration de la disponibilité d'aliments nutritifs pour les personnes les plus exposées au risque de malnutrition, de l'accès à ces aliments et de leur consommation. Des résultats préliminaires ainsi que des enseignements commencent à se dégager dans les pays prioritaires, en particulier le Kenya, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Tchad.

D. Protection sociale et égalité des genres

29. Face aux problèmes grandissants, la FAO a poursuivi son action de sensibilisation en faveur d'un élargissement de la couverture de protection sociale offerte aux populations rurales pauvres et vulnérables, afin que celles-ci puissent s'adapter aux effets du changement climatique, qui sont l'une des principales causes des crises alimentaires. Afin de contribuer à mobiliser les financements nécessaires à cette fin, la FAO codirige le processus d'élaboration d'une déclaration au nom du Partenariat mondial pour la protection sociale universelle. Cette déclaration, qui préconise d'élargir la couverture de la protection sociale grâce aux fonds destinés au financement de l'action climatique, sera publiée à la veille de la 28^e Conférence des parties (COP 28) à la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC). Dans le cadre de ses programmes, la FAO continue à renforcer la coordination entre les interventions d'aide humanitaire et les systèmes nationaux de protection sociale, ainsi que les capacités de ces dispositifs s'agissant de prévenir les crises alimentaires ou d'y faire face rapidement. Par exemple, en partenariat avec la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, la FAO aide cinq pays de la région Asie et Pacifique à prévenir les crises alimentaires, en fournissant une assistance humanitaire par l'intermédiaire des dispositifs de protection sociale, en prévision des chocs climatiques.

30. Dans ses interventions, la FAO met systématiquement l'accent sur l'égalité femmes-hommes, s'agissant tout particulièrement de veiller à ce que les femmes puissent avoir un accès équitable aux ressources productives, aux services, aux débouchés économiques et aux processus décisionnels. L'édition 2023 du rapport de la FAO intitulé *La Situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires* présente une nouvelle série de données et d'analyses sur les conséquences des crises pour les femmes, ainsi que des exemples d'approches visant à améliorer la résilience des femmes. L'Organisation a également fourni son appui technique aux fins de l'élaboration des Directives volontaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui seront présentées au CSA à sa 51^e session. Par ailleurs, la FAO renforce les capacités des institutions nationales aux fins du renforcement de la résilience des femmes et des filles en milieu rural face aux chocs et aux crises, et travaille en collaboration avec les organisations d'agriculteurs, les groupements de femmes et les chefs de village pour mettre en œuvre des mesures tenant compte du genre face aux problèmes de sécurité alimentaire qui se posent au niveau local.

E. Propositions d'action et initiatives techniques

31. Dans le document du Conseil portant la cote CL 171/3 était présentée une série de propositions d'action, élaborées par la FAO en 2022, pour faire face à la crise alimentaire mondiale, au lendemain du déclenchement de la guerre en Ukraine. Étaient ainsi proposés, entre autres, un mécanisme de financement des importations alimentaires visant à aider les pays à faire face à la flambée des prix des produits alimentaires importés et à améliorer l'accès aux aliments au niveau national, qui a conduit le FMI à approuver un guichet «chocs alimentaires»; et des évaluations relatives aux marchés des engrais, assorties de recommandations de politique générale, y compris un rapport conjoint FAO-OMC⁷ appelant les membres du G20 à déployer tous les moyens possibles pour faire face à la crise des engrais, et insistant sur la nécessité de mettre tout en œuvre pour maintenir un

⁷ *Global Fertilizer Markets and Policies: A Joint FAO/WTO Mapping exercise*, <https://www.fao.org/3/cc2945en/cc2945en.pdf>.

commerce ouvert de ces derniers et faire ainsi en sorte que les pays les plus nécessiteux puissent s'en approvisionner. Par ailleurs, la FAO a recommandé d'utiliser des cartes des nutriments des sols pour éclairer la prise de décisions visant à favoriser une utilisation judicieuse des engrais, dans le but d'aider les agriculteurs à améliorer leur productivité et à composer avec la hausse des prix des engrais, tout en protégeant l'environnement. Cette proposition a conduit à la réalisation d'une cartographie des sols pour des systèmes agroalimentaires résilients en Amérique centrale et en Afrique subsaharienne (SoilFER). Au titre de l'approche «Une seule santé», la FAO inscrit dans une perspective axée sur les systèmes agroalimentaires l'assistance fournie aux pays en vue de renforcer la prévention et la maîtrise des maladies à fort impact, d'intensifier la distribution des fournitures essentielles, telles que les vaccins, et de renforcer les systèmes d'alerte rapide et la gestion des situations d'urgence.

32. Compte tenu de la crise persistante liée à l'insécurité alimentaire et de l'incertitude qui entoure les marchés agroalimentaires et les conditions économiques dans le monde, ces propositions d'action demeurent valables et sont fortement recommandées. Il est important de maintenir les marchés alimentaires et agricoles ouverts, de préserver la fluidité des échanges et d'éviter toute perturbation du commerce afin que les chaînes d'approvisionnement soient maintenues en activité.

33. Par ailleurs, la FAO a intensifié l'aide qui est apportée aux membres dans le cadre d'initiatives, de projets et de programmes mis en œuvre dans divers domaines, ainsi que le montrent les exemples suivants.

34. Dans le cadre du Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19, la FAO apporte un soutien aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) afin d'améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs abordables dans les régions que celles-ci desservent⁸. L'approche de la FAO repose sur deux activités principales: i) la collecte et l'analyse de données sur les détaillants et les consommateurs, afin d'éclairer les autorités locales et nationales dans la conception de politiques et de plans visant à renforcer la capacité potentielle des marchés alimentaires locaux d'améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs abordables⁹; et ii) le renforcement des capacités des petits producteurs, des MPME et des associations de petites et moyennes entreprises, ainsi que celles des conseillers en matière de politiques, aux fins de la conception, de la mise en œuvre et du déploiement à plus grande échelle de stratégies propres à améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs abordables sur les marchés locaux¹⁰. Cette approche a été mise en œuvre à titre pilote en 2023 au Kenya et au Malawi, pays où la crise actuelle de l'insécurité alimentaire a accentué les problèmes de sécurité alimentaire et de malnutrition.

35. Vision pour des cultures et des sols adaptés (VACS). Selon les estimations, d'ici à 2050, sur le continent africain, jusqu'à 80 millions de personnes supplémentaires pourraient être menacées par la faim, 250 millions de personnes risquent d'être confrontées à un stress hydrique élevé, et jusqu'à 700 millions de personnes pourraient être déplacées sous l'effet du changement climatique et de la variabilité du climat¹¹. Le Département d'État des États-Unis d'Amérique, en partenariat avec l'Union africaine et la FAO, a lancé l'initiative VACS en 2023. Celle-ci permettra de recenser, dans le cadre d'un processus consultatif, les cultures qui sont importantes pour la nutrition en Afrique. La FAO a compilé des données sur la composition des aliments afin d'éclairer le processus de sélection des cultures. Une évaluation est maintenant en cours afin de déterminer comment les cultures retenues se comporteront face au changement climatique dans les cinq régions d'Afrique. Sur la base de la liste affinée des plantes cultivées nutritives et résilientes face au climat, l'initiative VACS mobilisera des ressources afin d'accélérer la recherche et le développement, pour contribuer ensuite à promouvoir auprès des agriculteurs et des consommateurs la production et la consommation de variétés adaptées aux conditions locales, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition sur le continent.

⁸ <https://www.fao.org/3/cc5050en/cc5050en.pdf>.

⁹ <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CB9484FR>; www.fao.org/3/cc3067en/cc3067en.pdf;
www.fao.org/documents/card/en/c/cc3235en.

¹⁰ <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=725> ; <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=816>;
www.fao.org/3/cc5050en/cc5050en.pdf.

¹¹ www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/about/how-to-cite-this-report/.

36. L'irrigation joue un rôle essentiel dans le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale, ainsi que pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique et le renforcement de la résilience face au changement climatique. Environ 40 pour cent de la production agricole mondiale provient de terres irriguées, qui ne représentent pas plus de 20 pour cent de l'ensemble des terres agricoles. Compte tenu de l'expansion attendue des terres irriguées, il faut que l'utilisation de l'eau en agriculture soit plus efficace. La nouvelle initiative de cartographie du potentiel d'irrigation, lancée par la FAO, permettra d'évaluer les besoins et les perspectives en matière d'irrigation dans le monde, en vue de l'établissement d'une plateforme numérique mondiale offrant un outil multicritères d'aide à la décision pour des analyses par pays et par bassin. Au préalable, un processus piloté par les pays sera mené afin de pouvoir prendre en compte les différentes notions de besoin et de potentiel, dans l'objectif d'assurer une utilisation durable de l'eau en agriculture sans porter préjudice à la durabilité et à l'équité sociale. Pour intensifier l'action dans ce domaine, la FAO a lancé une initiative relative aux zones d'impact à valeur ajoutée aux fins de la lutte contre la pénurie d'eau pour l'agriculture et l'environnement (AWSAMe), qui vise à la fois à promouvoir un plus vaste recours aux cultures autochtones nutritives et résistantes à la sécheresse pour faire face au changement climatique et à la pénurie d'eau, et à inverser la dégradation des terres. Les données, les informations et les expériences acquises sur le terrain guideront les cadres stratégiques à l'appui de la transformation des systèmes agroalimentaires nationaux et des feuilles de route nationales relatives à l'eau, en vue d'assurer la durabilité des ressources et la sécurité alimentaire.

37. S'agissant de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, la FAO gère une série de programmes mondiaux qui aident efficacement les pays à élaborer et mettre en œuvre leurs cadres stratégiques et leurs dispositifs institutionnels, à créer un environnement propice au développement agricole ainsi qu'à soutenir l'action menée sur le terrain. La consommation durable, l'économie circulaire, la bioéconomie, la consommation d'énergie propre et efficace comptent parmi les grands piliers de la transformation des systèmes agroalimentaires. La FAO apporte aux pays un appui technique et stratégique pour la révision et la mise en œuvre des composantes agriculture, forêts et autres utilisations des terres de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) et de leurs plans nationaux d'adaptation (PNA), en vue de la concrétisation des objectifs ambitieux de l'Accord de Paris. La FAO s'emploie avec les pays à intensifier les investissements axés sur le climat en faveur des secteurs agricoles, au moyen de partenariats noués avec le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat et le Fonds d'adaptation, ainsi que par l'intermédiaire des donateurs multilatéraux et bilatéraux, afin d'ouvrir la voie à un développement durable résilient face au changement climatique. Par ailleurs, la Stratégie de la FAO relative au changement climatique pour 2022-2031 vise à relever le défi mondial que représente l'évolution du climat, en renforçant l'appui fourni aux pays et aux agriculteurs.

38. Les aliments d'origine aquatique sont reconnus non seulement comme étant une importante source de protéines, mais aussi en tant que fournisseurs de grandes quantités de micronutriments biodisponibles essentiels pour la santé humaine. Pour renforcer au maximum la contribution des aliments d'origine aquatique à la lutte contre la faim, la FAO a récemment proposé une stratégie de *transformation bleue*, dont les trois grands objectifs guident ses politiques et ses nouvelles interventions, à savoir: a) l'intensification et l'expansion d'une aquaculture durable en vue de satisfaire la demande mondiale en aliments d'origine aquatique et d'assurer une distribution équitable des avantages; b) la gestion efficace de l'ensemble des pêcheries afin d'avoir des stocks en bonne santé et de garantir des moyens d'existence équitables; et c) des chaînes de valeur renforcées qui assurent la viabilité sociale, économique et environnementale des systèmes alimentaires aquatiques. La FAO travaille en collaboration avec ses membres et ses partenaires mondiaux à la réalisation de ces objectifs et estime que la consommation mondiale de produits d'origine aquatique par habitant pourrait atteindre 25,5 kg/an d'ici à 2050 (ce qui représente une progression de 25 pour cent par rapport aux niveaux actuels, contre 8 pour cent dans un scénario de statu quo, avec un recul potentiel dans les régions les plus vulnérables), y compris une forte croissance dans les régions vulnérables et touchées par l'insécurité alimentaire.